

du Sud et la Tunisie). Ces chocs externes freinent lourdement l'activité économique. Pour l'ensemble de la région, on prévoit que la croissance fléchira de 5,2 p. 100 en 2008 à 2,0 p. 100 en 2009. De façon générale, le ralentissement sera plus profond dans les pays exportateurs de pétrole (comme l'Angola et la Guinée équatoriale) et certains marchés émergents et naissants clés (notamment le Botswana, Maurice et l'Afrique du Sud), qui ont ressenti les trois chocs qui frappent le continent. Ainsi, l'économie de l'Afrique du Sud devrait se contracter de 0,3 p. 100 en 2009, son plus faible taux de croissance en une décennie, alors que les sorties de capitaux entraîneront un rajustement important des prix des avoirs, notamment sur les marchés boursier, obligataire et monétaire, mais aussi dans l'économie réelle.

Hypothèses et risques

Tel qu'indiqué précédemment, toutes les projections présentées dans ce chapitre proviennent de l'édition d'avril 2009 de *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI. Les projections du FMI reposent sur un certain nombre d'hypothèses techniques. Parmi les plus importantes, il y a celles-ci : 1) pour la plupart des pays, les taux de change effectifs réels demeurent constants à leur niveau moyen enregistré entre le 25 février et le 25 mars 2009; 2) les politiques en vigueur (budgétaires et monétaires) sont maintenues; 3) le prix moyen du pétrole, mesuré par la moyenne simple des prix du pétrole brut des catégories Brent (R.-U.), Dubaï et West Texas Intermediate, est de 52,00 dollars É.-U. pour 2009 et de 62,50 dollars É.-U. pour 2010 et demeurera inchangé en termes réels à moyen terme. Un certain nombre d'autres hypothèses ont été faites quant aux taux d'intérêt sur les dépôts sur les divers marchés financiers dans le monde. Le lecteur intéressé est invité à consulter *Perspectives de l'économie mondiale* pour obtenir plus de détails sur ces hypothèses techniques.

Les modélisateurs ont aussi fait diverses hypothèses sur le cadre de politiques et le contexte macroéconomique dans lesquels la crise financière et la récession économique actuelles s'inscrivent. Un facteur déterminant de l'évolution du ralentissement économique et de la reprise subséquente est la vitesse à laquelle le secteur financier se rétablira. La prévision actuelle reconnaît que la stabilisation financière prendra plus de temps que prévu en raison de la complexité des facteurs en jeu. Elle reconnaît aussi les défis redoutables que présente, sur le plan de l'économie politique, le « sauvetage » des établissements qui ont commis

des erreurs dans le passé. La prévision de référence envisage donc que les tensions financières sur les marchés établis demeureront importantes pendant une bonne partie de 2010 et qu'elles ne se résorberont que lentement, à mesure que l'on évaluera mieux les pertes subies sur les avoirs contaminés et que les injections de capitaux publics atténueront les préoccupations en matière d'insolvabilité et abaisseront les risques et l'instabilité sur le marché.

Le sentier prévu vers la reprise suppose aussi le maintien de mesures énergiques de soutien macroéconomique axées sur la demande globale. La politique monétaire visera à abaisser ou à maintenir près de zéro les taux d'intérêt dans les grandes économies avancées, tandis que les banques centrales continueront de rechercher des moyens d'intervenir par des opérations sur les marchés en vue d'assouplir les conditions du crédit. Les projections supposent des plans de stimulation budgétaire dans les pays du G20 correspondant à 2,0 p. 100 du PIB en 2009 et à 1,5 p. 100 du PIB en 2010, de même que le bon fonctionnement des mesures de stabilisation automatique dans la plupart de ces pays.

Une autre hypothèse retenue est que les prix des produits de base demeureront à peu près à leurs niveaux actuels en 2009 et qu'ils augmenteront modestement en 2010, lorsque la reprise s'engagera de manière définitive, conformément aux prix anticipés par les marchés à termes.

Bien entendu, tout écart réel par rapport aux hypothèses énoncées ci-dessus risque d'influer sur la fiabilité des projections. D'autres facteurs de risque et d'incertitude pourraient aussi entraver la performance de l'économie.

Le FMI insiste sur le fait que la conjoncture actuelle est exceptionnellement incertaine et que les risques en présence pourraient produire des résultats inférieurs aux projections. La principale crainte est que les politiques demeurent insuffisantes pour freiner l'effet de réverbération négatif entre la dégradation de la situation financière et l'affaiblissement des économies. Du côté positif, une intervention énergique au moyen de politiques susceptibles de convaincre les marchés que l'on s'attaque résolument aux problèmes financiers actuels pourrait susciter un effet de « ralliement » mutuellement bénéfique sur les marchés, le retour de la confiance parmi les entreprises et les consommateurs et une meilleure disposition à faire des dépenses à plus long terme.